

## Prospectives, projections, évaluations Supputations sur l'avenir de l'agriculture mondiale

Michel Petit

Institut agronomique méditerranéen  
de Montpellier (IAMM)  
3191, route de Mende  
34093 Montpellier cedex 5  
France  
<petit@iamm.fr>

Les exercices destinés à éclairer l'avenir de l'agriculture dans le monde se sont multipliés au cours des dernières années : rapport de la Banque mondiale sur le développement dans le monde consacré à l'agriculture en 2007 (Banque mondiale, 2008), évaluation internationale des connaissances, des sciences et des techniques agricoles pour le développement (IAASTD [*International Assessment of Agricultural Knowledge*]<sup>1</sup>) publiée en 2008, prospective Agrimonde en France (2008), pour ne mentionner que les opérations les plus souvent citées dans notre pays. Pourquoi cet intérêt aujourd'hui ? Quelles leçons communes peut-on tirer de ces exercices aux méthodologies si diverses ? Telles sont les deux questions auxquelles nous chercherons à répondre ici.

Tout d'abord on peut classer ces exercices en trois grandes catégories<sup>2</sup> selon les principales méthodes mises en œuvre :

1) les travaux de prospective, utilisant le plus souvent la méthode des scénarios, popularisée en France par Bertrand de Jouvenel (1999). C'est cette méthode qui a été notamment utilisée pour les prospectives Inra (Institut national de la recherche agronomique) 2025 et Méditerranée (CIHEAM, 2008) et, plus récemment pour l'exercice Agrimonde de l'Inra et du Cirad (Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement) ;

2) les projections fondées sur des méthodes quantitatives, depuis les prolongations plus ou moins infléchies des tendances passées – tels les exercices de la FAO (*Food and Agriculture Organization*), type « Agriculture vers 2025 » (FAO,

2002) –, jusqu'à l'utilisation de modèles économiques incluant des ajustements par les prix, comme les travaux de l'IFPRI (*International Food Policy Research Institute*) utilisant le modèle IMPACT – qui ont servi à de nombreuses activités internationales (*World Water Forum*, MEA [*Millennium Ecosystem Assessment*], IAASTD, travaux des Nations unies sur les effets du changement climatique, etc.) ;

3) les travaux d'évaluation (« *assessment* » en anglais), comme le MEA, qui n'est pas, il est vrai, focalisé sur la seule agriculture, et l'exercice IAASTD déjà cité. Ces évaluations au niveau mondial ont pour objectif de faire progresser l'élaboration d'un consensus général sur ce qu'il convient de faire dans un domaine donné, où, pour être efficace, l'action doit être coordonnée entre de multiples acteurs. Par extension, on peut peut-être rattacher à cette catégorie des exercices de réflexion collective sur ce qu'il convient de faire dans le domaine de l'agriculture, comme la production par la Banque mondiale du rapport mondial sur le développement consacré à l'agriculture (WDR [*World Development Report*] - 2008), ou même le projet « *Rural Struc* », impliquant plusieurs équipes de recherche et conduit à la Banque mondiale par Bruno Losch.

Le regain récent d'intérêt pour les réflexions sur l'avenir de l'agriculture résulte probablement de causes diverses. Tout d'abord, la publication du rapport de la Banque mondiale sur l'agriculture (Banque mondiale, 2008) voulu par l'ancien président de la Banque, Paul Wolfowitz, a été l'occasion d'un repentir général dans la communauté de l'aide publique au développement : la part du soutien à l'agriculture dans ces financements étant passée en vingt ans de plus de 20 % à moins de 5 %. De la même façon, l'évaluation IAASTD a été en partie motivée par les inquiétudes sur

<sup>1</sup> [www.agassessment.org](http://www.agassessment.org)

<sup>2</sup> À ma connaissance, Bernard Hubert est le premier qui ait proposé cette classification en trois catégories.

la faiblesse, eu égard aux besoins, et la baisse du soutien financier à la recherche agronomique publique. Mais d'autres motivations ont aussi joué un rôle, notamment la violence des controverses dans ce domaine, controverses qui empêchent l'émergence du consensus large nécessaire à tout effort international significatif.

Ces controverses portent principalement sur trois points : le rôle de ce que l'on peut appeler « l'agriculture moderne », reposant sur les progrès scientifiques et techniques ; le rôle des échanges internationaux et, par suite, les avantages de la libéralisation de ces échanges ; et, enfin, la lutte contre la marginalisation sociale, économique et politique des agriculteurs les plus pauvres. Ces questions sont liées entre elles – ce qui, d'ailleurs, complique singulièrement les débats. Plus largement, les évaluations internationales entreprises au cours des années récentes sont des réponses à des préoccupations fortes dans le domaine de l'environnement en particulier, préoccupations appelant une action intergouvernementale et au sujet desquelles un consensus suffisant pour agir au niveau mondial n'a pas encore été atteint. C'est le cas du WDR 2008 et de l'IAASTD, comme indiqué ci-dessus. Cela l'est aussi pour l'évaluation MEA sur l'avenir des écosystèmes et pour les différents exercices internationaux sur l'eau (*World Water Forum, World Water Council, World Water Assessment Program*, etc.). L'exemple du Giec (Groupe d'experts internationaux sur le climat), qui a joué un rôle crucial dans l'élaboration du consensus mondial sur le changement climatique, a d'ailleurs inspiré beaucoup des initiatives plus récentes mentionnées ici. Quant aux initiatives nationales, elles ont un double but, participer au débat international et s'y faire entendre, d'une part, et éclairer l'action des autorités nationales, d'autre part. Tel est notamment le cas de l'exercice Agrimonde qui vise notamment à éclairer les choix à long terme de l'Inra et du Cirad en matière de priorités de recherche.

Peut-on tirer des leçons communes de ces initiatives très diverses utilisant des méthodes contrastées ? Trois d'entre elles semblent se dégager. D'abord, l'importance de l'agriculture dans le développement a été réaffirmée. Certes, cette importance n'avait pas été vraiment oubliée. Dès 1994, la Banque mondiale avait publiquement regretté le déclin de la part de l'agriculture dans ses prêts aux

pays en développement ; et, depuis cette date, ce message a été répété avec de plus en plus de force dans des documents officiels. En fin de compte, le WDR 2008 ne fait que reprendre le même message avec plus de force mais sans le changer vraiment. Cette réaffirmation a probablement été utile si l'on en juge par l'écho que ce message a suscité en 2008, ceci avant même la crise des prix alimentaires de 2008. Mais la question qu'il faut se poser bien sûr, et que n'aborde pas le WDR 2008, c'est pourquoi la Banque mondiale n'a pas fait elle-même ce qu'elle prônait depuis au moins quinze ans, les engagements financiers en soutien de l'agriculture ayant continué de baisser au cours de toutes ces années. Personnellement, je pense que l'explication est à rechercher dans ce que Michael Lipton a appelé le « biais urbain » des élites dans la plupart des pays en développement, beaucoup plus soucieuses du poids des masses urbaines, susceptibles de se mobiliser facilement, comme ce fut le cas notamment lors des émeutes dites « de la faim » en 2007 et 2008, que de celui des populations rurales beaucoup plus nombreuses, mais dispersées et n'ayant pas « voix au chapitre ». Il en est résulté ce que je dénonçais au début des années 1990 au sein de la Banque mondiale : une négligence bienveillante de l'agriculture au sein de cette institution phare, tous les dirigeants acceptant que l'agriculture soit importante, le disant même parfois, mais refusant de se battre contre ce biais urbain chez leurs clients que sont les gouvernements des pays emprunteurs. On touche là une limite des consensus généraux, limite sur laquelle je reviendrai ci-dessous.

La deuxième leçon commune porte sur la diversité et la complexité de l'agriculture dans le monde. À cet égard, il est juste de parler des agricultures mondiales, au pluriel. Cette diversité et cette complexité ont été bien mises en lumière dans l'exercice IAASTD et dans la prospective Agrimonde, qui ont souligné les limites des approches réductionnistes et la nécessité des approches systémiques ainsi que le besoin d'intensification de nombreuses agricultures dans le monde, intensification qui doit cependant respecter les contraintes de durabilité environnementale et sociale, ce qui amène à proposer comme solution l'intensification écologique, tout en reconnaissant que le contenu d'une telle intensification reste largement à inventer. Paradoxe cependant, l'exercice IAASTD, qui se voulait

aussi global que possible afin de favoriser la construction d'un consensus très large, a souffert du départ en cours d'exercice des représentants du secteur privé, qui se sont plaints d'un biais idéologique contre l'agriculture moderne et contre les multinationales de l'agrofourmiture et de l'agro-alimentaire. En particulier, il n'a pas été possible de trouver un consensus sur le rôle souhaitable des pesticides et des biotechnologies.

Le danger des prises de position fondées principalement sur des *a priori* idéologiques est d'ailleurs la troisième leçon qui ressort à mon avis de ces exercices. Le débat sur le rôle de l'agriculture moderne, qui a avorté au sein de l'IAASTD, a lui-même de fortes connotations idéologiques, la condamnation des limites du productivisme s'accompagnant souvent de prises de position radicales remettant en cause la contribution potentielle des progrès scientifiques et techniques, dont les défenseurs en revanche négligent les risques potentiels inhérents à tout changement technique. Il en est de même pour les débats sur la libéralisation des échanges agricoles, où s'affrontent les tenants de l'orthodoxie libérale et les représentants d'une idéologie tiers-mondiste, généralement protectionnistes, mais qui mettent surtout en avant le principe de la souveraineté alimentaire.

Ces débats, fondés principalement sur des considérations idéologiques, ont l'inconvénient d'occulter des débats plus difficiles et plus fondamentaux comme, par exemple, celui qui porte sur les conditions à remplir pour que « l'agriculture moderne » serve les intérêts des petits producteurs. En effet, aucun scénario crédible pour l'avenir à moyen et long terme ne suggère que l'humanité puisse se permettre de ne pas tirer profit des avancées scientifiques, en particulier dans les sciences biologiques, ce qui, incidemment, implique une utilisation intelligente des biotechnologies. Autre certitude : aucun scénario ne peut faire l'impasse sur les deux ou trois milliards de personnes vivant aujourd'hui – souvent mal – de l'agriculture. Une agriculture moderne, fondée sur des grandes exploitations capitalistiques mettant en œuvre les technologies modernes, ne peut donc pas être la base d'un scénario acceptable. Il en résulte des conditions très contraignantes pour l'acceptabilité, et donc la viabilité à long terme, du mouvement récent d'accaparement des terres : l'élimination pure et simple des ayant droit actuels des terres mises à la

disposition des étrangers ne pourrait conduire qu'à des catastrophes sociales, qui se retourneraient à terme contre ceux qui auraient pris part à cet accaparement. Ces deux considérations, fort pertinentes à mes yeux, renvoient dos à dos les tenants des deux idéologies dominantes aujourd'hui : les tiers-mondistes et les productivistes. Mais elles définissent aussi les termes d'un défi considérable : comment mobiliser les progrès scientifiques et techniques

au profit des travailleurs agricoles les plus pauvres ? ■

### Références

Banque mondiale. *Rapport sur le développement dans le monde, L'Agriculture au service du développement*. Washington : Banque mondiale, 2008.

Carpenter SR, Pingali PL, Bennett EM, et al. *Ecosystems and Human Well-being: Scenarios. Volume 2, The Millennium Ecosystem Assessment*. Washington DC : Island Press, 2005.

CIHEAM. *Mediterra - Les futurs agricoles et alimentaires en Méditerranée*. Paris : Presses de Sciences Po, 2008.

de Jouvenel B. *La démarche prospective : un bref guide méthodologique. Futuribles 1999* : 247 ; 47-8.

FAO. *Agriculture mondiale : horizon 2015/2030*. Rapport Abrégé. Rome : FAO, 2002.

Inra, Cirad. *Agrimonde® Agricultures et alimentations du monde en 2050 : scénarios et défis pour un développement durable. Note de synthèse*. Deuxième édition. Paris: Inra ; Cirad, 2009. [www.gip-ifra.fr/prospective\\_agrimonde](http://www.gip-ifra.fr/prospective_agrimonde)